

# L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LÉNINE

## Assez des plans d'austérité de Valls-Hollande !



Après 5 années de crise, la récession économique se pointe à nouveau. La France est en croissance nulle (!) et l'économie américaine recule. Le chômage a augmenté de 3,5 % en un an en France avec 5 millions 300 000 chômeurs. Comme on pouvait s'y attendre les plans de sauvetage des banques censés sauver l'économie ont sauvé les profits mais pas l'économie !

Et que fait le gouvernement de Hollande Valls ? Il continue la même politique entamée depuis deux ans continuant celle de sarko : une austérité de moins en moins masquée. Le « pacte de responsabilité » (et de soi disant solidarité) va être voté mi-juin : 50 milliards « d'économies » disent-ils ! Economies pour qui ? Les grosses entreprises et les actionnaires. Payées par qui ? En prenant sur les budgets de l'Etat, des collectivités territoriales et de la protection sociale, c'est à dire sur nos impôts, nos services publics, nos salaires et nos retraites... des économies faites sur le dos de la population. Non seulement les grosses entreprises dégraissent comme Alstom ou Peugeot mais en plus, leurs actionnaires n'auront plus à payer une partie de notre salaire indirect via les cotisa-

tions sociales. Des contreparties obligatoires pour eux ? Que dalle ! A tel point que la direction de la CFDT, très conciliante avec le Medef menace de se retirer des négociations début juillet si rien n'avance ! Pourtant, c'était couru d'avance... A côté des 50 milliards de coupes budgétaires prévues par le « pacte », s'ajoutent 30 milliards de suppression et d'allègement de cotisation pour le grand patronat qui promet (ne riez pas) de créer 500 000 emplois (juste avant c'était un million mais dans les mensonges, il faut avoir l'air raisonnable), soit un coût de 60 000 euros par emplois ! En gros, il va falloir payer pour se faire exploiter.

Le Medef avec Gattaz, ainsi qu'Hollande et Valls ne vont pas se contenter de ces différents plans, comme il ne s'étaient pas arrêtés au CICE et à l'ANI malgré les sanctions successives de leur politique ouvertement anti ouvrière lors des élections de ce printemps. Les mesures d'austérité et les attaques contre les droits des travailleurs vont continuer. Déjà, il annonce par la voix de son ministre de l'économie Sapin qu'il envisage de geler les seuils sociaux (lois Auroux de 1982) qui imposent des normes sociales pour les entreprises à partir d'un certain nombre de salariés. Ces lois selon Sapin freineraient la création d'emplois en donnant des droits trop importants aux salariés en période de crise... On appréciera.

### Pour stopper leur politique d'austérité et les licenciements, il va falloir une lutte massive et s'y mettre tous ensemble !

Les travailleurs de la Seita se battent pour sauver leur emploi et, par exemple, ceux et celles de Buffalo Grill résistent contre la modulation de leurs heures de travail qui a pour effet de ne plus payer les heures sup'. Les travailleurs de Fralib ont emporté une victoire dans leur bataille contre la fermeture du site. De nombreuses luttes existent un peu partout mais tout ceci ne suffit pas à stopper les licenciements et les plans d'austérité ni à donner envie à tous ceux qui veulent résister de s'y mettre car il manque une véritable initiative centrale.

Plusieurs journées de grève (la dernière date du 15 mai dernier) ont lieu depuis février. Elles ont regroupé certains secteurs publics ou privés. Elles ont permis à certains secteurs mobilisés d'exprimer leur colère et de maintenir une certaine combativité malgré le malaise social et le climat politique morose.

Mais on sait bien que cela ne suffit pas. Face à l'ampleur des attaques, il faudrait une vraie journée de grève de tous les secteurs qui permet de vraiment stopper toutes les activités, de paralyser les transports de

### Faire reculer le racisme, Lutter contre le Front National

Les 25% obtenus par Marine Le Pen aux européennes ont été un certain choc. Même si le FN ne fait plus une propagande ouvertement raciste comme par le passé (dans les années 80-90 le FN parlait même d'expulser autant d'immigrés qu'il y a de chômeurs...), il est clair qu'il existe au sein du FN des dirigeants et des adhérents, de même que dans son électorat, qui le pensent toujours. Avec la crise économique qui s'est approfondie, les milliers de licenciements et les millions de chômeurs, les discours faciles qui accusent une partie de la population en utilisant des critères nationaux, culturels ou autre sont monnaie courante.

(suite au dos)

marchandises et de permettre à tous ceux et celles, jeunes et moins jeunes, au chômage, précaires, qui ne peuvent pas être en grève de se joindre à la mobilisation.

Ce qui freine encore une partie nombreuse d'entre nous c'est de savoir si une nouvelle journée de grève servira à quelque chose, si elle est utile. C'est une question importante. Les directions des syndicats qui dénoncent les plans d'austérité tardent et n'organisent pas cette journée. Pourtant préparée à l'avance, nous aurions les moyens d'en faire un jour de grève totale, de révolte sociale contre le gouvernement et le patronat.

Dans ce contexte, est ce que la CGT compte réellement faire une vraie mobilisation en proposant une journée d'action et de grève interprofessionnelle le 26 juin prochain avant le sommet « social » de juillet ? Si ce n'est pas le cas, il faut annoncer dès maintenant et préparer une vraie journée de lutte et de révolte, qui serait cette fois une vraie grève interprofessionnelle à la rentrée en septembre, et qui paralyse l'économie, qui montre la force des travailleurs en lutte, qui fait perdre du fric aux grosses entreprises et fait peur au gouvernement et soit un point d'appui pour toutes les luttes en cours contre les licenciements, la dégradation des conditions de travail, ou les salaires insuffisants. Ce qu'ils craignent c'est que ça pète pour de bon contre leur politique !

**Préparons nous à riposter !**

## (suite) Faire reculer le racisme, Lutter contre le Front National

Les politiciens se servent régulièrement de ça aussi. Or, aucun travailleur, chômeur, jeune ou retraité n'est la cause des plans de licenciements, des privatisations, du gel des salaires ou de l'insuffisance de logements. Ceux qui jouent la carte du racisme, au FN, à L'UMP ou même au PS avec Valls qui a multiplié les déclarations sur les Roms (alors qu'ils sont 22 000 en France pour 66 millions d'habitants) savent très bien ce qu'ils font et pourquoi ils le font. Il s'agit d'attiser les tensions, les replis culturels ou communautaires, créer la division parmi les travailleurs et la jeunesse pour masquer que c'est le système économique, le capitalisme, qui est responsable du chômage et du faible niveau de vie. Mais c'est aussi un piège tendu à tous ceux qui subissent le racisme, pour les dissuader de lutter aux côtés des travailleurs et du reste de la population. Le piège du communautarisme ne fait que servir des leaders réactionnaires qui défendent eux aussi une société d'exploitation tout en se prétendant anti-système. C'est sur cette ambiance là que FN recueille une partie de ses votes. Il n'a même plus besoin lui-même d'agiter le racisme autant qu'avant, car toute une série de médias et de politiciens s'en chargent, l'islamophobie notamment étant devenu le sport bon marché des serviteurs de la classe dirigeante.

Du coup le FN a finalement récupéré une par-

tie importante de ses votes en critiquant et dénonçant le système, la corruption, l'affairisme politique, et même parfois le patronat (moins souvent que les syndicats ceci-dit). Et c'est bien là le deuxième aspect du problème, si le FN arrive à gagner des voix en ayant un discours apparemment anti-système c'est bien parce qu'il n'existe pas à la gauche du PS de force politique qui aurait un discours suffisamment clair contre le « système ».

### S'organiser contre le capitalisme et le racisme

Le racisme est un vieux poison, qui prend son origine dans les rapports de domination de certains pays sur d'autres, et qui s'est perpétué pour justifier l'exploitation, l'écrasement, la colonisation et même parfois l'extermination de certains peuples. Il y a évidemment beaucoup de dogmes réactionnaires, religieux ou nationalistes, qui justifient le racisme et qui ne sont pas le seul fait des pays occidentaux. Mais le racisme dans un pays comme la France reste celui d'un pays qui a été colonisateur et dont la bourgeoisie a constitué sa fortune grâce à l'esclavage et à la colonisation. Et pendant des dizaines d'années, les travailleurs issus de ces mêmes colonies ou descendant d'esclaves ont été surexploités, démunis de droits démocratiques réels, discriminés à l'embauche... C'est sur cet «

héritage » que surfe le FN, mais aussi les abrutis qui traitent Taubira de « guenon », ou les politiciens à la Copé ou Valls, quand ils font de l'islamophobie leur fond de commerce électoral.

La lutte contre le racisme, c'est une lutte pour l'unité de tous les exploités et les opprimés contre les exploitateurs et les oppresseurs. C'est une lutte à la fois politique et sociale. Une lutte dans laquelle les jeunes, les travailleurs, les chômeurs, hommes et femmes, quelles que soient leurs origines, leur couleur, leur culture, doivent prendre leur place. Une lutte qui dénonce le racisme mais qui exige également un emploi pour tous et toutes, un logement décent, l'arrêt des licenciements... Une lutte contre le capitalisme et son système de (sur)exploitation, sa loi du profit qui ne bénéficie qu'à une toute petite minorité, une lutte pour une société tolérante et démocratique, où tous ont les mêmes droits et où les besoins de chacun et chacune sont le but de l'organisation de l'économie.

Le FN comme les autres partis (PS, UMP, EELV...) passe son temps à masquer les vrais responsables de la crise économique et surtout à ne pas remettre en cause le système capitaliste. Construire une opposition à ce système et aux poli-



ciens corrompus, une force politique qui rassemble largement les travailleurs, les chômeurs et les jeunes, sera indispensable pour lutter efficacement contre les politiques qui génèrent le chômage, la misère, l'absence d'avenir pour les jeunes... qui font le lit du racisme. Le capitalisme n'existe pas sans racisme, c'est ce système qu'il faut combattre en même temps qu'on lutte contre le racisme, le sexisme, l'islamophobie, l'antisémitisme...

**Rejoignez nous pour mener cette lutte !**

## Élections européennes : un vote contre l'UE et les gouvernements d'austérité

(extrait du texte complet disponible sur notre site)

Ces élections interviennent à un moment où la crise du capitalisme entamée en 2009 s'est largement amplifiée. Elles se produisent dans une situation marquée par une aggravation sans précédent de nos vies et de travail. Et il apparaît de plus en plus évident que l'Union européenne aggrave la situation et qu'elle est une arme de plus pour mener les politiques d'austérité. C'est particulièrement le cas en Grèce, en Espagne ou au Portugal avec les vastes plans d'austérité qui ont conduit à la misère ou au chômage des millions de personnes, mais c'est aussi vrai en Italie ou en France. De plus, l'Union Européenne est un cadre dans lequel les différents gouvernements se mettent d'accord pour démanteler les services publics, la protection sociale et toute une série d'autres acquis des travailleurs et de la population. (...)

Ces élections étaient donc un moyen de contester à la fois l'Union Européenne et aussi la politique des gouvernements en place. Les listes qui ont le plus incarné cela sont celles qui ont réalisé les meilleures progressions.

### Succès de la gauche radicale dans certains pays, de l'extrême droite dans d'autres

Tout ceci s'exprime de manière très contradictoire et polarisée en Europe. C'est dans ce contexte ainsi qu'il faut voir la poussée des partis de droite populiste dans un certain nombre de pays d'Europe, France, Autriche, Pologne, Suède, Finlande mais aussi l'entrée au Parlement européen d'authentiques élus néo-fascistes de Grèce avec Aube dorée et Jobik en Hongrie.

Les pays où la crise frappe le plus fortement et où les politiques d'austérité menées par les partis au gouvernement sont les plus dures, qui mènent les plans d'austérité sont les plus symptomatiques de cette polarisation croissante. Dans certains pays, les listes souverainistes de droite (Ukip en Grande Bretagne, NVA en Belgique) ou les listes nationalistes d'extrême droite (Front National en France, Parti populaire danois) sont en tête. Et en Pologne, en Italie, en Grèce, en Hongrie ou aux Pays Bas, elles réalisent un gros score.

A l'opposé, la « gauche radicale », notamment quand elle refuse les politiques d'austérité, et s'oppose plus ou moins frontalement à l'Union européenne et aux gouvernements en place, enregistre de très bons scores. C'est le cas de Syriza en Grèce, qui arrive en tête avec un score de 26,5%. C'est aussi comme cela qu'il faut comprendre les bons résultats en Espagne où Izquierda Unida a mené une coalition qui a réalisé 10 % tandis que les listes issues du mouvement des Indignés ont enregistré 8%. Au Portugal, les deux listes de la « gauche radicale » réalisent 18%. Tout cela traduit une volonté d'en finir avec les politiques d'austérité au service des banquiers. (...)

Dans plusieurs pays, des élections locales ou nationales avaient lieu en même temps que les européennes. Elles reflètent souvent beaucoup plus encore la polarisation croissante dans la société face aux politiques d'austérité. Ainsi en Belgique, le Parti du Travail de Belgique (PTB) a obtenu d'excellents scores dans plusieurs grandes villes de Wallonie, ainsi qu'à Bruxelles et Anvers. Il obtient 2 députés au parlement national du pays. En Irlande, notre organisation-sœur, le Socialist Party, obtient plusieurs conseillers municipaux et l'élection d'une députée, le deuxième dans le parlement irlandais.

### En France, le Front national capte le mécontentement social et économique

Les résultats ont été une sanction cuisante (moins de 14 % pour le PS, recul d'Europe Ecologie-Les Verts) pour Hollande et Valls. L'abstention a encore été très élevée, atteignant 57%, signe d'une véritable défiance, à juste titre, pour l'UE et même le rejet de cette Europe au service des banques et des patrons. La croissance économique est nulle en France, le chômage ne cesse d'augmenter, mais les salaires des grands patrons sont mirobolants, tandis que plusieurs entreprises ont procédé à des milliers de licenciements.

Aux municipales, le rejet du PS s'était déjà fait sentir, sans que la droite classique ne reçoive un soutien réel, et soit considérée comme un outil pour s'opposer à Hollande. Et malgré la claque prise aux municipales, le remaniement ministériel a consisté en la mise en place d'un gouvernement encore plus en faveur de politiques ultralibérales et d'austérité, faisant encore plus payer la crise aux travailleurs et à la population. (...) La quarantaine de députés PS qui disent s'opposer à la politique du gouvernement n'a pas été capable de voter contre la politique proposée par Valls. Les écologistes sont restés ambigus, n'étant sortis du gouvernement que pour espérer éviter de couler au niveau électoral avec le navire PS. Malheureusement, le Front de Gauche n'a pas voulu entrer résolument en opposition au gouvernement et à l'Union européenne. Alors, quand Hollande a annoncé qu'il allait encore accélérer la politique menée depuis deux ans (qui est la même sur le terrain économique et social que celle menée auparavant par Sarkozy), il était évident qu'une partie des électeurs allaient s'abstenir tandis que d'autres exprimeraient leur rejet de la situation (et de l'Union européenne) en utilisant le vote FN.

La victoire du FN, est semblable à celle des municipales d'il y a deux mois. Mais l'effondrement du PS, et le recul très important de l'UMP place le FN largement en tête. Avec près de 4,5 millions de voix, c'est 2 millions de voix de moins que le score de Marine Le Pen à la présidentielle de 2012. Concernant le vote des couches populaires, on est bien loin du raz-de-marée annoncé dans les médias. En réalité ce ne sont que 14% des

ouvriers et 12,5% des employés inscrits sur les listes électorales qui ont voté FN. En revanche, deux tiers des chômeurs, des ouvriers et des employés se sont abstenus. Dans certains quartiers populaires, le taux d'abstention atteint près de 80%. Toutes catégories confondues, le score du FN représente en réalité un peu plus de 10% du corps électoral.

Plus encore qu'aux municipales, le FN a mené campagne sur le terrain social, autour de l'idée de reprendre en mains l'économie, d'un interventionnisme plus fort de l'Etat et de l'illusion du protectionnisme (rebaptisé « protectionnisme intelligent » pour ne pas trop effrayer les grands patrons). Tout en continuant à égrener quelques slogans sur l'immigration. (...) Le FN prenant la posture du défenseur des droits des travailleurs et des conventions collectives montre le glissement vers un véritable populisme de droite de ce parti qui a toujours historiquement été contre toute protection collective des travailleurs. Et sur le fond, ce parti n'est absolument pas opposé au système capitaliste, ni à l'exploitation des travailleurs et au fait de faire des profits sur leur dos.

Ce numéro d'équilibriste qui consiste à faire croire qu'on peut défendre les intérêts des travailleurs et de la population et ceux des patrons ne peut continuer que tant qu'il n'y a pas de véritable lutte massive.

Déjà, les listes du FN qui prétendaient être composées de « français ordinaires » aux municipales étaient en fait toutes composées de politiciens professionnels sur le même mode que les grands partis. Beaucoup des élus FN au parlement européen sont déjà conseillers régionaux. La fable du parti anti-système ne doit abuser personne : le FN est un réceptacle pour des carriéristes et des aventuriers prétendant défendre « le peuple » pour en fait participer au cirque politicien.

### Contre les plans d'austérité d'Hollande-Valls, pour une riposte des travailleurs et de la jeunesse

En refusant pour le moment encore d'organiser réellement la lutte contre les plans d'austérités et contre les attaques des patrons, les dirigeants syndicaux laissent un espace à la démagogie du Front national. On ne peut pas dire si l'impact de la victoire du FN dans la situation politique verra se manifester de nouveaux éléments réactionnaires dans la société. Le FN a plus servi de débouché aux différentes manifestations réactionnaires de ces derniers mois qu'il n'en a été l'initiateur. Et son succès est bien plus le reflet de l'absence d'une véritable force politique des travailleurs et de la jeunesse qui construirait l'opposition aux politiques ultralibérales, aux magouilles politiques et financières, aux attaques patronales. (...)

**Le Front de gauche, une campagne peu offensive contre l'UE et Hollande**

Face à eux, aucune force politique d'opposition de gauche anti-austérité n'a émergé. Entre les listes de gauche critique de Nouvelle Donne, le Front de gauche, et les diverses listes d'extrême gauche, c'est pourtant plus de 10% des voix. Mais aucune n'incarne une opposition réelle au gouvernement et à la droite classique. Si le Front de Gauche a largement stabilisé ses voix, ce n'était pas suffisant pour conserver le même nombre de députés. Le refus d'entrer dans une véritable opposition à Hollande et à l'Union Européenne empêche de faire de ce score un vrai point d'appui pour les luttes. Même si Syriza en Grèce a hélas commencé à remettre en cause des points fondamentaux d'un programme de lutte contre l'austérité (Syriza ne réclame plus l'annulation de la dette publique par exemple) c'est cependant parce que cette force s'est construite comme une opposition au Parti socialiste grec, le PASOK, qu'elle a acquis une audience. Tant que le Front de gauche n'entrera pas dans une opposition déterminée à Hollande, alors il ne pourra pas devenir un véritable outil de masse pour les travailleurs et la jeunesse. (...)

La crise du capitalisme va continuer et les politiques d'austérité d'Hollande-Valls-Gattaz avec. Ce qu'ont montré ces élections c'est que la situation est la même dans la plupart des pays d'Europe, et ce que montrent les luttes au Brésil, en Turquie ou en Egypte, c'est qu'elle est, sur le fond, la même partout. (...)

Les riches se sont encore largement enrichis, grâce à la crise et aux politiques d'austérité, tandis que des millions de personnes ont perdu leur emploi, que des millions de jeunes n'ont pas de véritable avenir. Le capitalisme ne connaît que la loi du profit et de l'exploitation, au mépris des besoins sociaux, de l'environnement, et des conditions de vie. Il faut lutter pour une alternative à ce système qui permet à une poignée d'actionnaires de décider du sort de milliers de travailleurs. Nous luttons pour le socialisme, une société réellement démocratique, où les principaux moyens de production, de distribution et d'échange seront nationalisés sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs et de la population, afin que l'économie soit organisée en fonction des besoins de tous et toutes et non des profits d'une poignée.

Les classes dirigeantes européennes savent que les ingrédients pour une plus grande colère sociale sont là. En France en particulier, les scores historiquement bas du PS alors qu'il dirige toutes les institutions du pays, ainsi que la dégradation continue des conditions de vie et de travail, vont continuer d'accroître les tensions. Il est probable qu'une crise politique et sociale se produise. Les plans d'austérité de Valls ne vont qu'ajouter aux inégalités pour le seul profit des multinationales.

**Il est temps qu'éclate notre révolte et qu'on ne laisse plus faire !**

**A lire sur notre site [www.gaucherevolutionnaire.fr](http://www.gaucherevolutionnaire.fr)**  
 ► Vie chère, précarité générale pour une majorité de femmes travailleuses ou jeunes : y'en a marre !  
 ► Ukraine, les raisons de la crise  
 ► Cuba : de nouvelles luttes pour de vieux défis  
**et bien d'autres articles**

"Les Amis de L'Égalité"

82, rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76000 Rouen  
[grcontact@hotmail.com](mailto:grcontact@hotmail.com)

**Tel : 06.14.07.45.19**  
 ou 09.54.79.19.17